



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

9340^e séance

Mardi 6 juin 2023, à 16 heures

New York

Provisoire

Président : M. Abushahab (Émirats arabes unis)

Membres :

| | |
|---|---------------------------------|
| Albanie | M. Hoxha |
| Brésil | M. de Almeida Filho |
| Chine | M. Zhang Jun |
| Équateur | M. Pérez Loose |
| États-Unis d'Amérique | M. Wood |
| Fédération de Russie | M. Nebenzia |
| France | M. de Rivière |
| Gabon | M ^{me} Koumby Missambo |
| Ghana | M ^{me} Oppong-Ntiri |
| Japon | M. Ishikane |
| Malte | M ^{me} Gatt |
| Mozambique | M. Fernandes |
| Suisse | M. Hauri |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | M. Kariuki |

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 16 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la Lettonie, de la Pologne et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Griffiths.

M. Griffiths (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole en ce jour particulièrement tragique.

Nous avons tous vu les images terrifiantes de la catastrophe qui se déroule en ce moment même dans la région de Kherson, en Ukraine. La destruction du barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka compte parmi les plus graves dommages infligés aux infrastructures civiles depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. Il faudra encore attendre quelques jours pour mesurer pleinement l'ampleur de cette catastrophe, mais il est d'ores et déjà évident qu'elle aura des conséquences graves et profondes pour des milliers de personnes dans le sud de l'Ukraine, de part et d'autre de la ligne de front, du fait de la destruction de maisons et de la perte de nourriture, d'eau propre et de moyens de subsistance.

Le réservoir de Kakhovka, formé par le barrage, est vital pour la région et constitue une source d'eau indispensable pour des millions de personnes, non seulement à Kherson, mais aussi dans les régions de Zaporizhzhia et de Dnipro. Les autorités ukrainiennes signalent qu'au moins 40 agglomérations sont déjà inondées ou partiellement inondées dans la région de Kherson, et ce nombre devrait augmenter dans les jours à venir. On s'attend également à de graves conséquences dans les zones

contrôlées par la Fédération de Russie, auxquelles les travailleurs humanitaires – mes collègues – ont encore du mal à accéder.

L'ONU et les organisations humanitaires ont déjà intensifié leurs opérations aujourd'hui pour tenter de remédier aux conséquences de cet événement. Une intervention d'urgence est en cours pour fournir une aide pressante à plus de 16 000 personnes touchées. Cette aide comprend de l'eau potable, une assistance pécuniaire et un soutien psychosocial. Ces efforts, qui s'ajoutent à la réponse du Gouvernement ukrainien et la complètent, comprennent l'envoi d'équipements supplémentaires tels que des groupes électrogènes, des systèmes mobiles de filtrage d'eau et des moyens de transport pour l'acheminement de l'eau, l'eau étant un problème majeur à la suite de cette dévastation. Des équipes mobiles multidisciplinaires ont également été déployées dans les gares ferroviaires et routières de la région pour aider les personnes souhaitant être évacuées. Les villes de l'ouest se préparent à accueillir ces personnes évacuées, ces familles en proie à une tragédie.

Dans mon dernier exposé au Conseil de sécurité sur la situation en Ukraine, il y a tout juste trois semaines (voir S/PV.9321), j'avais mis l'accent sur la mort et la souffrance des civils causées par le conflit de part et d'autre de la ligne de front. J'avais évoqué la perte de soins de santé, d'eau, d'électricité et de chauffage pour des milliers de personnes, ainsi que le nombre considérable de personnes déplacées de force. L'événement d'aujourd'hui signifie que le sort de la population ukrainienne va encore s'aggraver par rapport à ce que nous imaginions à l'époque. Les besoins humanitaires immédiats devraient s'accroître au fur et à mesure que les inondations progresseront dans les jours à venir et que nous continuerons à évaluer la situation et la réponse à apporter.

Le barrage de Kakhovka est une source majeure d'irrigation agricole dans le sud de Kherson et la péninsule de Crimée. Les inondations durables dont nous voyons les images aujourd'hui perturberont les activités agricoles, nuiront à l'élevage et à la pêche et auront des conséquences généralisées à plus long terme. Il s'agit d'un coup massif porté à un secteur de la production alimentaire qui, comme nous le savons, est déjà sérieusement mis à mal.

Nous sommes particulièrement préoccupés par les risques de pollution par les mines et les engins explosifs, car les mouvements rapides d'eau déplacent les projectiles vers des zones auparavant considérées comme sûres, exposant ainsi les populations à des dangers supplémentaires

et imprévisibles. Selon les autorités ukrainiennes, au moins 30 % du territoire ukrainien est pollué par les mines, la région de Kherson étant la plus touchée du pays. La destruction du barrage pourrait aussi, bien sûr, avoir des répercussions négatives sur la production d'électricité. En outre, toute baisse incontrôlée du niveau d'eau du réservoir de Kakhovka est susceptible d'avoir des conséquences sur la sûreté de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, située en aval. Nos collègues de l'Agence internationale de l'énergie atomique suivent la situation de près. À l'heure actuelle, aucune menace immédiate n'a été signalée.

L'ONU n'a pas accès à des informations indépendantes sur les circonstances qui ont conduit à la destruction de la centrale hydroélectrique et du barrage. Cependant, le droit international humanitaire est on ne peut plus clair : les installations contenant des forces dangereuses, comme les barrages, doivent faire l'objet d'une protection particulière, précisément parce que leur destruction peut entraîner de graves préjudices pour la population civile. Il convient donc de veiller constamment à épargner les civils et les infrastructures civiles au cours de toutes les opérations militaires. Les dommages causés par la destruction du barrage signifient que la vie des personnes qui souffrent déjà du conflit va encore se compliquer de manière intolérable. Le fait de ne pas pouvoir apporter une aide aux millions de personnes touchées par les inondations dans ces régions aura des conséquences potentiellement catastrophiques et, pour l'instant, non mesurées.

Nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour atteindre tous ceux qui ont été touchés et qui ont besoin d'aide, mais ce ne sera ni facile ni simple. Nous sommes extrêmement préoccupés par les populations des zones touchées auxquelles nous ne pouvons actuellement pas accéder, et nous sommes prêts, à tout moment, à envoyer des convois interinstitutions et du personnel d'aide humanitaire dans les zones contrôlées par la Russie ainsi que dans celles touchées par les événements d'aujourd'hui.

Le peuple ukrainien a fait preuve d'une résilience extraordinaire. Notre urgence humanitaire est de continuer à les aider à survivre – puis de les mettre à l'abri et de veiller à ce qu'ils aient un avenir – et nous le ferons, comme nous le disons toujours, dans toute la mesure de nos capacités. Et nous sommes bien sûr prêts à tenir le Conseil informé de toute évolution de la situation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Griffiths de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Dans la nuit du 6 juin, le régime de Kiev a commis le crime impensable de faire exploser le barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka, causant un déversement incontrôlé d'eau vers le Dniepr. Des villages ont été inondés, et des milliers de personnes doivent être évacuées. Le processus d'évacuation a déjà commencé. Les terres agricoles et l'écosystème de l'estuaire du Dniepr ont subi d'énormes dégâts. Je tiens à rappeler que, depuis l'année dernière, les dirigeants des forces armées ukrainiennes ont ouvertement déclaré qu'ils étaient prêts à détruire ce barrage pour obtenir un avantage militaire. Selon un article publié le 29 décembre 2022 par le *Washington Post* – écoutez bien :

« Le général Kovalchuk a envisagé d'inonder la rivière. Il a déclaré que « Les Ukrainiens ont même effectué une frappe expérimentale avec des lance-roquettes HIMARS sur l'une des vannes du barrage de Nova Kakhovka, faisant trois trous dans le métal pour voir s'il est possible de faire monter le niveau du Dniepr afin d'empêcher les Russes de traverser le fleuve sans pour autant inonder les villages voisins ». Kovalchuk a dit que « Le test a été un succès ». Mais, cela demeurerait une mesure de dernier recours. Et il s'est donc abstenu. »

Nous avons mis en garde la communauté internationale et les dirigeants de l'ONU contre cette menace. Fin octobre 2022, nous avons fait distribuer comme document officiel du Conseil de sécurité une note de la Mission permanente de la Fédération de Russie portant sur les projets de destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka ourdis par le régime de Kiev. Nous déplorons que nos appels lancés au Secrétaire général pour qu'il mette tout en œuvre afin d'empêcher ce crime horrible n'ont pas été dûment pris en compte. Cette fois, c'est fort de son sentiment d'impunité totale et encouragé par ses soutiens occidentaux, que le régime de Kiev a décidé de mettre à exécution son plan terroriste. Il devient de plus en plus difficile de convaincre qui que ce soit que le conflit en Ukraine est censé être le résultat d'une « agression non provoquée » de la Russie. Seuls les États-Unis et leurs plus proches alliés continuent aujourd'hui de nier que les parrains occidentaux de l'Ukraine préparent sciemment et depuis longtemps celle-ci à une guerre contre la Russie, et ce, depuis le coup d'État anticonstitutionnel de Maïdan, tout en faisant fi de la guerre de neuf ans menée par le Gouvernement de Maïdan contre les populations

russophones de l'est et du sud-est du pays, qui a tué des milliers de civils, et y mettre fin était l'objectif principal de l'opération militaire spéciale menée par la Russie en Ukraine.

Nous observons déjà une campagne d'information, ou plutôt de désinformation, coordonnée. Nous entendons les déclarations de pays occidentaux et, bien sûr, de Kiev. Et nous sommes sûrs d'entendre aujourd'hui, dans cette salle, que c'est la Russie qui a fait exploser le barrage hydroélectrique de Kakhovka. Ces déclarations suivent la même logique bancale selon laquelle la Russie est responsable du bombardement de la centrale nucléaire de Zaporojie et de la destruction des gazoducs Nord Stream. Tirer de telles « conclusions » relève de la schizophrénie, sans doute même pas latente. Les actes délibérés de sabotage de Kiev contre cette infrastructure critique sont extrêmement dangereux et peuvent en fait être qualifiés de crime de guerre ou de terrorisme. Les attaques contre des installations contenant des forces dangereuses sont expressément interdites par le droit international humanitaire, les barrages étant spécifiquement mentionnés à l'article 56 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1977.

Le sabotage de Kiev a deux objectifs évidents.

Le premier consiste à devenir le centre de l'attention pour créer des occasions favorables permettant de regrouper les unités des forces armées ukrainiennes et de poursuivre la « contre-offensive » tant médiatisée, qui s'enlise manifestement et ne parvient pas à atteindre les objectifs fixés par Kiev. Selon les informations obtenues par le Ministère de la défense russe, Kiev a commencé à mettre en place des positions défensives sur la rive droite du Dniepr, ce qui indique que les forces ukrainiennes ont l'intention de passer à une position défensive.

Le deuxième objectif de l'attaque d'aujourd'hui est d'infliger le plus de dégâts possibles sur le plan humanitaire à la population de vastes territoires, qui sont inévitablement causés par la destruction d'une importante installation hydroélectrique. Les autorités de la région de Kherson, dans la Fédération de Russie, procèdent actuellement à l'évacuation de la population des zones inondables. L'explosion de la centrale hydroélectrique a déjà provoqué une catastrophe écologique. Des dizaines de localités situées en aval du Dniepr sont inondées. Le niveau d'eau du réservoir de Kakhovka et du canal de Crimée du Nord, qui alimente en eau la péninsule de Crimée, baisse. Autrement dit, Kiev a une fois de plus décidé de prendre sa revanche sur les habitants de la Crimée qui ont choisi la Russie en les privant d'eau. Nous n'excluons pas non plus

une tentative implicite d'attiser les provocations concernant la centrale nucléaire de Zaporojie.

Dans le même temps, les autorités de Kiev augmentent considérablement le débit d'eau de la centrale hydroélectrique de Dniepropetrovsk, ce qui entraîne des inondations encore plus importantes dans les territoires et montre que ce sabotage a été prémédité afin d'infliger le plus de souffrances possibles à la population de la région. Nous sommes d'avis que le régime criminel de Kiev et ses soutiens occidentaux qui lui continuent obstinément à lui fournir des armes portent l'entière responsabilité de la tragédie en cours. On peut considérer que cet acte s'inscrit dans la tactique systématique utilisée par le régime de Kiev depuis 2014, laquelle consiste à frapper des cibles purement civiles dans le seul but d'intimider la population civile. Cela est clairement interdit par l'article 51 du Protocole additionnel évoqué plus haut. Le recours à des méthodes terroristes est déjà devenue une tactique officielle du régime de Kiev, qui s'en vante ouvertement. Ce régime a bombardé le pont de Crimée, assassiné Daria Dugina et Vladlen Tatarskiyand, et tenté d'assassiner Zakhar Prilepin. Le Chef du Renseignement militaire de l'armée ukrainienne, Kirill Budanov, a publiquement annoncé des projets de poursuite de l'extermination terroriste des Russes. Et les délégations occidentales n'ont pas dit un mot pour condamner ces actes.

Le régime de Kiev a de bons enseignants, qui sont notamment responsables de l'explosion des gazoducs Nord Stream et des frappes ciblées sur le barrage de Tabqa, en Syrie. L'Occident a l'habitude de faire faire le « sale boulot » par d'autres. Mais dans ce cas, se cacher derrière le régime dysfonctionnel de Kiev ne fonctionnera pas. Nous savons parfaitement qui planifie, prépare et autorise un sabotage de cette ampleur. Il est tout à fait incompréhensible que le Secrétariat ait refusé à maintes reprises de condamner les attaques du régime de Kiev en invoquant un manque d'informations, comme dans le cas du bombardement de la centrale nucléaire de Zaporojie par les forces armées ukrainiennes, malgré son origine évidente. Parallèlement, les responsables du Secrétariat n'hésitent pas à reprendre des conclusions politisées selon lesquelles tous ces crimes seraient le résultat des actions de la Russie en Ukraine. Il s'agit là d'une violation inacceptable du principe d'objectivité et d'impartialité qui doit guider les responsables du Secrétariat, selon l'Article 100 de la Charte des Nations Unies.

Nous demandons au Secrétaire général de fournir enfin une évaluation objective des actes terroristes du régime de Kiev et de les condamner. Nous demandons

instamment que toute la lumière soit faite sur les circonstances de l'attaque barbare menée contre la centrale hydroélectrique de Kakhovka. Nous ne pouvons pas permettre que se répète la tragédie de Boutcha ou le bombardement des gazoducs Nord Stream.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Griffiths de son exposé.

Une fois de plus, des nouvelles terribles nous parviennent d'Ukraine. Un énorme barrage hydroélectrique situé dans la partie du sud de l'Ukraine temporairement contrôlée par la Russie a explosé, libérant une quantité importante d'eau, qui s'écoule maintenant librement à travers le barrage et la centrale hydroélectrique. Nul besoin d'être un scientifique pour pouvoir anticiper les graves conséquences de cette catastrophe. Il faudra du temps pour estimer l'ampleur des dégâts et de la destruction des biens civils, et les experts signalent déjà qu'il y aura certainement d'énormes conséquences écologiques et environnementales dommageables à long terme, non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour les régions et les pays voisins. Le premier tableau de la situation que le Secrétaire général adjoint Griffiths nous a déjà dressé est sombre, et les processus de refroidissement de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia pourraient aussi être sérieusement touchés.

L'Ukraine accuse directement la Russie d'être à l'origine de ces destructions. Nous venons d'entendre la Russie prétendre le contraire. Comme l'a déclaré le Secrétaire général ce matin, l'ONU n'a pas été en mesure de vérifier les faits de manière indépendante, mais elle a clairement établi qu'il s'agit d'une autre conséquence catastrophique de l'agression de la Russie en Ukraine. Comme nous le savons tous, deux guerres parallèles sont en cours : la guerre choisie par la Russie, qui entraîne la mort des civils, la commission de crimes et la destruction de tout un pays, et la guerre de propagande, qu'elle mène pour tenter de tromper le monde au moyen d'un récit totalement biaisé et délibérément déformé, malgré le sérieux et récurrent problème de crédibilité.

Regardons-y de plus près.

Combien de fois avons-nous entendu, en janvier et février de l'an dernier, que la Russie n'avait aucunement l'intention d'attaquer l'Ukraine, jusqu'à ce qu'elle le fasse éhontément ? Combien de fois avons-nous entendu, y compris dans cette salle, que tout ce qui se produit depuis février 2022 est uniquement et entièrement la faute de l'Ukraine, ce qui, nous le savons, n'est pas le cas ?

Combien de fois avons-nous entendu que les crimes abominables commis à Bucha ont été mis en scène ? La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine et d'autres rapports crédibles sont arrivés à une autre conclusion.

N'avons-nous pas sans cesse entendu que la Russie ne s'en prenait jamais aux civils ? Les 20 000 Ukrainiens tués ou blessés et les millions arrachés à leur foyer ont sans doute fait exception.

N'a-t-il pas été dit que la Russie ne déportait jamais d'enfants par la force pour les mettre à l'adoption en Russie ? La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine et le Mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ont fait la preuve du contraire et sont parvenus à d'autres conclusions.

Le monde a vu, incrédule, une pièce remplie de gens ne pas pouvoir s'empêcher de rire, à New Delhi, quand le Ministre russe des affaires étrangères a prétendu que la Russie se défendait face à une guerre lancée par l'Ukraine. Quelque 143 pays de l'ONU n'y croient tout simplement pas.

La communauté scientifique mondiale attend toujours des preuves de l'existence des biolaboratoires qui produiraient des oiseaux de combat et des moustiques armés, et de la propagation d'agents pathogènes au moyen d'oiseaux migrateurs et de chauves-souris. On n'en trouve nulle part. Chacun se souvient des hauts cris jetés au sujet des bombes sales ukrainiennes, qui n'existaient pas, et ainsi de suite.

Par conséquent, nous avons une question simple : pourquoi en serait-il autrement de la destruction du barrage alors que nous constatons jour et nuit que la Russie n'épargne aucun effort pour infliger autant de dégâts que possible aux infrastructures civiles et critiques en Ukraine ?

N'ont-ils pas tout fait pour détruire les installations électriques, l'hiver dernier, afin de laisser des villes entières sans électricité ni chauffage, avec l'intention délibérée de contraindre à la soumission les civils, les familles, les femmes et les enfants, les filles, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et à vrai dire tout le monde, ou de les faire mourir de froid ? Que dire des 2 600 écoles et des plus de 1 250 structures de santé déjà détruites ou endommagées ?

La question n'est pas de savoir qui parle en premier, ni qui parle le plus fort. Ce dont il est question, c'est de

la vérité, des règles, des lois et de la responsabilité. Or, le droit international est clair : les attaques délibérées contre des infrastructures civiles critiques constituent des crimes de guerre. Les personnes impliquées directement ou indirectement dans la commission de tels actes doivent en répondre.

Quiconque pense que pareils actes, comme d'autres avant eux, avec leurs terribles conséquences, saperont le courage des Ukrainiens et les dissuaderont de se battre pour défendre et libérer leur pays devraient y réfléchir à deux fois, car, dans tout cela, l'Ukraine a raison, et la Russie a tort. C'est pourquoi la communauté internationale continuera d'aider l'Ukraine et son peuple à se défendre et à défendre leur liberté et leur dignité.

Il n'y a qu'une façon de mettre un terme aux conséquences de cette guerre, et elle consiste dans le retrait complet de toutes les troupes russes du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine et dans l'ouverture de pourparlers sincères pour trouver des solutions par la voie diplomatique. Toute autre approche ne fera que perpétuer ce que nous avons vu jusqu'à présent : une folie.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Griffiths de son exposé.

Aujourd'hui, nous avons été témoins d'une nouvelle conséquence tragique de l'invasion non provoquée et à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Il est profondément alarmant et préoccupant que le barrage de Kakhovka, centrale hydroélectrique cruciale située sur le Dniepr, ait été détruit. Sa destruction a entraîné des inondations dévastatrices aux graves conséquences sur la vie et les moyens de subsistance de dizaines de milliers de civils ukrainiens le long du fleuve. Nous sommes en contact étroit avec les autorités ukrainiennes afin de voir comment porter assistance aux nombreux civils déplacés ou obligés de quitter leur foyer pour se mettre à l'abri. Nous continuerons par ailleurs de travailler avec les partenaires humanitaires sur le terrain pour apporter une aide.

Nous déplorons que le Conseil doive se réunir d'urgence pour se pencher sur la destruction du barrage, qui vient s'ajouter aux répercussions de l'invasion brutale et à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Que ce soit parfaitement clair : c'est la Russie qui a déclenché cette guerre, c'est la Russie qui s'est emparée de cette partie de l'Ukraine et ce sont les forces russes qui ont illégalement pris le contrôle du barrage l'an dernier et qui l'occupaient depuis lors.

Il faut dire clairement que les attaques délibérées contre des biens de caractère civil sont interdites par le droit de la guerre. En tant que partie au Protocole additionnel II aux Conventions de Genève de 1949, la Russie a l'obligation de ne pas s'attaquer aux ouvrages d'art ou installations contenant « des forces dangereuses, à savoir les barrages », lorsque de telles attaques peuvent provoquer la libération de ces forces et causer des pertes sévères dans la population civile (Partie IV, article 15).

Une fois de plus, la communauté internationale se heurte à la dévastation et au bilan humain incommensurable de la guerre illégale de la Russie et aux dommages catastrophiques que celle-ci inflige aux infrastructures critiques de l'Ukraine.

La destruction du barrage risque de se traduire par des dégâts écologiques massifs, alors que les infrastructures critiques déjà passablement endommagées de l'Ukraine doivent une fois de plus encaisser un coup terrible. Les populations en aval risquent des inondations. L'approvisionnement en eau dans le sud de l'Ukraine, y compris la Crimée, est menacé. Il est probable que les terres agricoles seront également touchées, perturbant encore davantage la production alimentaire et compromettant la sécurité alimentaire mondiale.

La destruction du barrage porte atteinte à la stabilité de l'alimentation électrique de l'Ukraine et pourrait créer de nouveaux problèmes en ce qui concerne le maintien de la sûreté dans la centrale nucléaire de Zaporizhzhia et ses alentours. Même si nous comprenons que la destruction du barrage ne fait pas peser de risque immédiat sur la sûreté nucléaire de la centrale à court terme, nous réitérons l'appel du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : l'intégrité du bassin de refroidissement de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, qui tire son eau du réservoir du barrage, doit absolument être préservée, ainsi que son accès à l'eau, qui est essentielle pour refroidir les réacteurs et leur combustible usé. Nous appelons la Russie à rebrancher les capteurs qui communiquent automatiquement des données à l'autorité de régulation civile ukrainienne et à permettre à l'AIEA de faire en sorte que la communauté internationale dispose d'informations fiables sur toute radioactivité autour de la centrale.

Les enquêtes sont en cours, mais je vais le dire à nouveau : la dernière crise humanitaire, agricole, énergétique et environnementale en date n'existerait même pas si la Russie n'avait pas lancé sa guerre féroce contre l'Ukraine. L'invasion à grande échelle menée par la Russie continue de mettre en danger des vies innocentes

et décime les infrastructures et les moyens de subsistance du peuple ukrainien, dont elle compromet en outre la sécurité.

Les États-Unis poursuivront leur coopération avec la communauté internationale afin de demander des comptes à la Russie pour son agression. Nous maintiendrons l'aide que nous apportons à l'Ukraine pour qu'elle se défende face à la brutalité du Kremlin. La marche à suivre est claire : la Russie doit retirer ses troupes du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine. Elle doit mettre fin à cette guerre et à l'indicible souffrance humaine qui en résulte.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Griffiths de son exposé.

La destruction du barrage de Nova Kakhovka est un acte vraiment odieux. Le Royaume-Uni est solidaire de l'Ukraine et des milliers d'Ukrainiens qui ce soir évacuent leurs foyers ou se retrouvent face aux terribles dégâts infligés à leurs moyens de subsistance ou à leur approvisionnement en eau.

Nous sommes prêts à porter assistance à l'Ukraine et à toutes les personnes touchées par cette catastrophe. Nous travaillons déjà avec les partenaires humanitaires sur le terrain pour fournir une aide. Le Royaume-Uni a contribué au prépositionnement de secours en prévision d'une urgence comme celle-ci.

Nous l'avons entendu, cet acte a mis des milliers de civils en danger et entraîne de graves dommages environnementaux alentour. Les inondations menacent de contaminer les réserves d'eau et des habitats naturels vitaux. De vastes étendues de terres agricoles sont également menacées, et un risque pèse sur l'alimentation en électricité. Il s'ensuit que la production alimentaire et le commerce alimentaire international sont aussi menacés.

Il s'agit de la dernière en date des nombreuses conséquences tragiques de la guerre du Président Poutine, qui infligera encore de terribles souffrances à la population ukrainienne.

Nous avons déjà vu maintes et maintes fois la Russie attaquer des civils et des infrastructures civiles critiques de manière aveugle dans cette guerre. Si sa responsabilité est établie, la Russie sera encore descendue d'un niveau dans sa conduite de cette guerre odieuse.

Nous continuerons d'examiner soigneusement les éléments de preuve dans les jours à venir. Cependant, je tiens à répéter ce que nous n'avons cessé de dire :

le moment est venu pour le Président Poutine de retirer toutes ses forces du territoire souverain de l'Ukraine et de mettre un terme à sa guerre d'agression.

M. Pérez Loose (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je me félicite également de la convocation urgente de la présente séance et je remercie M. Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, de son exposé instructif.

Nous condamnons dans les termes les plus forts la destruction du barrage de Nova Kakhovka dans la région de Kherson en Ukraine, qui, selon le Comité international de la Croix-Rouge, constitue l'un des dommages les plus importants causés aux infrastructures critiques de l'Ukraine depuis le début de l'agression militaire de la Russie en février 2022.

Les conséquences de cette destruction sur les plans environnemental, économique et humanitaire sont alarmantes. Nous déplorons les évacuations à grande échelle, la dévastation, la destruction d'habitations et la perturbation des services de santé vitaux. Nous sommes également préoccupés parce que nous ne savons pas combien de temps dureront les conséquences de cette destruction sur les populations et leurs moyens de subsistance. Nous regrettons que cela se produise alors qu'il y a 15 jours à peine, nous avons tenu une séance au Conseil sur la protection des civils (voir S/PV.9327), dans le cadre du cinquième anniversaire de la résolution 2417 (2018).

Avec plus de 700 infrastructures critiques endommagées ou détruites du fait de la guerre, les conditions de vie et l'accès aux services de base continuent d'être précaires, ce qui a surtout des conséquences sur les femmes et les enfants.

Nous réaffirmons qu'il est essentiel que les responsables rendent des comptes afin qu'aucune attaque contre des infrastructures civiles critiques ne reste impunie. Nous rappelons que les parties doivent respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et que les barrages doivent faire l'objet d'une protection spéciale à tout moment en raison du risque que leur endommagement représente pour la population.

Nous regrettons que les capacités d'atténuation et d'intervention dans la zone où se trouve le barrage soient compromises par la situation administrative intérimaire de facto qui résulte de l'invasion et de l'occupation militaire. Nous souscrivons à l'appel lancé par le Secrétaire général António Guterres en faveur d'un accès humanitaire sûr et sans entrave pour faciliter des interventions rapides.

Nous saluons les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires humanitaires pour fournir une aide vitale, notamment de l'eau potable. Nous exprimons également notre gratitude pour la réaction immédiate du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique concernant les implications de cette destruction pour la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, et nous soutenons sa détermination à se rendre sur le site la semaine prochaine, comme cela était déjà prévu, afin de poursuivre ses efforts visant à prévenir une catastrophe nucléaire.

Nous exhortons le Conseil de sécurité à appuyer le Secrétaire général et à lui fournir tous les outils nécessaires pour lui permettre d'intensifier ses efforts dans les principaux domaines liés à cette guerre.

Enfin, nous rappelons l'obligation qui incombe à la Russie de retirer ses forces d'occupation du territoire ukrainien.

M. de Rivière (France) : Je remercie M. Griffiths pour sa présentation.

La destruction partielle du barrage de Kakhovka, intervenue cette nuit dans la région de Kherson, est un acte particulièrement grave. Elle illustre une nouvelle fois les conséquences désastreuses de l'agression russe, en particulier sur les infrastructures civiles ukrainiennes. Rien de cela ne serait arrivé si les troupes russes n'avaient pas envahi l'Ukraine et si la Russie avait respecté la Charte des Nations Unies.

La France exprime ses vives préoccupations quant à l'impact humanitaire, environnemental et économique de cette catastrophe. Des inondations massives sont à déplorer dans plusieurs dizaines de localités. Des milliers d'Ukrainiens ont dû être évacués. La France se tient prête à répondre aux demandes des autorités ukrainiennes pour venir en aide aux populations affectées.

La destruction du barrage accroît encore les menaces sur les systèmes de sûreté et de sécurité de la centrale de Zaporizhzhia. La France exprime tout son soutien aux efforts du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans ses efforts pour préserver l'intégrité du site.

La France appelle une nouvelle fois la Russie à retirer complètement, immédiatement et inconditionnellement ses forces armées de l'ensemble du territoire ukrainien. C'est là la seule manière d'éviter d'autres drames de ce type.

La Russie devra rendre des comptes pour les crimes commis en Ukraine. Elle devra payer pour la reconstruction à long terme de l'Ukraine. C'est pour cela qu'à Reykjavik, le Conseil de l'Europe a répondu à l'appel de l'Assemblée générale et de l'Ukraine en créant un registre documentant ces dommages. C'est une étape importante. Nous appelons tous les États à le rejoindre.

Nous continuerons de nous tenir aux côtés du peuple ukrainien dans le combat qu'il mène depuis plus de 15 mois pour exercer son droit à la légitime défense et préserver son intégrité territoriale et sa souveraineté.

M. Ishikane (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie également le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths de son exposé.

Une catastrophe se déroule sous nos yeux à la centrale hydroélectrique de Nova Kakhovka. Selon l'Organisation des Nations Unies, au moins 16 000 personnes ont déjà perdu leur habitation, tandis que l'accès à l'eau potable est menacé pour de nombreuses autres personnes. Les conséquences seront probablement durables. Nous exprimons notre plus profonde compassion à toutes les personnes touchées par cette catastrophe pour leurs pertes et leurs souffrances.

Nous prenons note du fait que l'Agence internationale de l'énergie atomique estime qu'il n'y a pas de risque immédiat pour la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Néanmoins, il est particulièrement regrettable que cet incident se soit produit peu de temps après les discussions sur la sûreté nucléaire en Ukraine (voir S/PV.9334), qui ont eu lieu la semaine dernière dans cette salle.

Nous sommes vivement préoccupés par la situation décrite dans la lettre adressée aujourd'hui par l'Ukraine au Président du Conseil de sécurité, alors que le processus d'évaluation de la situation sur le terrain se poursuit. Une chose est claire : cela ne serait pas arrivé si la Russie n'avait pas lancé son agression contre l'Ukraine. Nous rappelons que le Secrétaire général a déclaré aujourd'hui qu'il s'agissait d'une énième conséquence dévastatrice de l'agression russe contre l'Ukraine.

Nous exhortons une fois de plus la Russie à mettre fin à son agression et à retirer immédiatement, complètement et sans condition ses forces et son matériel militaire de l'ensemble du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine. L'agression de la Russie contre l'Ukraine constitue une violation flagrante du droit international, en particulier de la Charte des Nations Unies. Il ne doit pas y avoir d'impunité pour les crimes de guerre et autres

atrocités, y compris les attaques dirigées contre les civils et les infrastructures civiles critiques.

Notre soutien à l'Ukraine ne fléchira pas. Nous renouvelons notre engagement à fournir à l'Ukraine l'aide financière, humanitaire, militaire et diplomatique dont elle a besoin, aussi longtemps qu'il le faudra.

M^{me} Oppong-Ntiri (Ghana) (*parle en anglais*) : Je remercie moi aussi le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths de son exposé.

Ma délégation est vivement préoccupée par les nouvelles faisant état de dégâts importants à la centrale hydroélectrique de Nova Kakhovka et de l'inondation de plusieurs localités de la région de Kherson qui en a résulté. Nous sommes particulièrement préoccupés par les nouvelles perturbations à la vie quotidienne des civils dans la région et des personnes qui dépendent du barrage pour leur approvisionnement en énergie et en eau. Nous sommes tout aussi préoccupés par les retombées environnementales et économiques immédiates et à long terme, ainsi que par les risques éventuels pour la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Il est important que les circonstances qui ont entraîné la rupture du barrage soient vérifiées de manière indépendante afin d'éviter que de tels événements ne se reproduisent et d'établir les responsabilités, le cas échéant. Nous demandons instamment aux parties d'éviter de prendre de nouvelles mesures qui pourraient mettre en péril la sûreté et la sécurité d'autres infrastructures hautement sensibles qui, si elles sont compromises, pourraient entraîner des conséquences catastrophiques pour les habitants de l'Ukraine et d'ailleurs. Nous exhortons également les parties à se conformer aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, qui exige le respect par les parties à un conflit des principes de distinction, de nécessité, de proportionnalité et d'humanité.

Au vu de la situation actuelle, nous comprenons que de nombreuses personnes risquent d'être déplacées par les inondations. Nous nous félicitons donc du déploiement immédiat d'une aide humanitaire par l'ONU, en coordination avec le Gouvernement ukrainien, comme l'a indiqué le Secrétaire général. À cet égard, nous renouvelons l'appel à garantir l'accès humanitaire à toutes les localités et communautés touchées.

Il est important de reconnaître que ces faits malheureux se sont produits dans le contexte de l'agression injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et que s'il n'est pas mis fin à la guerre, toutes les autres infrastructures critiques en Ukraine risquent de subir

des dommages causés accidentellement ou délibérément. Nous réitérons nos appels à la paix et à la cessation immédiate des hostilités moyennant le retrait inconditionnel des troupes de la Fédération de Russie des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine.

Enfin, ma délégation espère que le Conseil recevra davantage de précisions concernant cette situation.

M^{me} Koumby Missambo (Gabon) : Je remercie le Secrétaire général adjoint pour son exposé édifiant.

Il y a exactement une semaine jour pour jour que le Conseil se réunissait ici sur la question du risque imminent encouru par la centrale nucléaire de Zaporizhzhia suite à sa déconnexion du réseau électrique national (voir S/PV.9334). Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dans son exposé des faits aux membres du Conseil, a appelé les belligérants à la retenue et à la désescalade et présenté les cinq principes pour garantir la sûreté et la sécurité nucléaires.

En dépit des appels répétés des membres du Conseil et de la communauté internationale dans son ensemble à la cessation des hostilités, et en particulier à l'arrêt de l'activité militaire aux abords et à l'intérieur de la centrale nucléaire, les combats se poursuivent, et avec eux les attaques contre les infrastructures stratégiques. L'attaque contre le barrage hydroélectrique de Kakhovka, situé dans la région de Kherson, est un acte qui ajoute à l'incertitude quant à la sécurité et à la sûreté de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, qui en tire une partie de l'énergie servant au refroidissement de ses réacteurs. Nous nous félicitons de la réactivité des experts de l'AIEA, dont la présence sur place a permis le déploiement immédiat d'une équipe sur le lieu du sinistre. Il est à espérer que la situation pourra être endiguée dans les meilleurs délais pour contenir les risques potentiels.

Nous sommes profondément préoccupés par cette attaque contre une infrastructure civile et redoutons les conséquences potentielles sur les populations civiles, l'activité économique dans la région et l'environnement, comme le Secrétaire général adjoint vient si bien de le décrire. À l'heure où nous nous réunissons, plus de 16 000 civils sont en train d'être évacués des zones touchées. Ces milliers de personnes sinistrées s'ajoutent aux millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire. Ceci complexifie de plus belle la situation humanitaire dans le pays.

Mon pays réitère que les centrales nucléaires et les installations hydroélectriques sont des infrastructures civiles protégées par le droit international humanitaire.

Les belligérants doivent s'y conformer et s'abstenir de toute attaque contre ces infrastructures essentielles. Nous réitérons également notre soutien à l'AIEA et reconnaissons son rôle de premier plan pour le maintien de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires. Nous exhortons les parties à coopérer pleinement avec l'AIEA.

Nous réitérons notre appel au dialogue en vue de trouver une solution diplomatique à cette guerre qui n'a que trop duré. Nous continuons d'encourager les initiatives qui visent à amener les parties à la négociation pour parvenir à la paix et à la coexistence pacifique.

M. de Almeida Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Griffiths de son exposé.

Le Brésil exprime sa solidarité aux personnes touchées par l'effondrement du barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka. Compte tenu de la gravité de cet incident et de ses conséquences potentielles, nous estimons que les efforts d'évacuation des zones situées en aval du Dniepr sont prioritaires et nous exhortons les parties au conflit en Ukraine à faciliter l'accès des équipes de secours et des travailleurs humanitaires.

Nous sommes préoccupés par les risques que cet incident fait peser sur la sûreté de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Même si l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) estime qu'il n'y a pas de danger immédiat, la possibilité que la rupture du barrage ait une incidence sur l'approvisionnement en eau pour le refroidissement des réacteurs et des déchets nucléaires nous rappelle le peu de distance qui nous sépare d'une catastrophe nucléaire. Nous encourageons les parties à s'abstenir de tout acte susceptible de déboucher sur ce scénario et à renforcer leur collaboration avec l'AIEA pour garantir la sûreté des installations nucléaires.

Nous regrettons également les dégâts causés à l'environnement du cours inférieur du Dniepr et à la zone environnante. Le relèvement de la région touchée pourrait nécessiter des années d'efforts.

Nous estimons qu'il est essentiel d'enquêter sur cet incident et de demander des comptes aux personnes impliquées. Il est toutefois plus important de rappeler que la rupture du barrage n'aurait pas eu lieu si la Russie et l'Ukraine étaient en paix. La prolongation des hostilités risque d'entraîner d'autres tragédies à l'avenir. Nous nous faisons l'écho de l'appel du Secrétaire général en faveur de la fin de la violence, d'une juste paix et du respect du droit international humanitaire.

Au cours des dernières semaines, plusieurs États Membres ont pris contact avec les parties pour tenter de les encourager à œuvrer au règlement pacifique du conflit. Nous espérons que ces initiatives aboutiront à la reprise du dialogue et à la cessation des hostilités pour que la reconstruction puisse enfin commencer. C'est là le souhait de la grande majorité des États Membres de l'ONU. Cela relève également des obligations qui nous incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et nous permettrait de répondre aux besoins de la population civile en Ukraine.

M. Hauri (Suisse) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths pour sa présentation.

La Suisse est gravement alarmée par la destruction du barrage de Nova Kakhovka. Les développements de ces dernières heures alourdissent encore le fardeau d'une population qui souffre de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine. L'ampleur des dégâts est encore difficile à déterminer, mais il est d'ores et déjà certain que nous sommes confrontés, selon les termes du Secrétaire général, à une catastrophe humanitaire, économique et écologique. Elle mérite toute notre attention.

Les images qui nous parviennent de la ville de Kherson et d'autres villes et villages le long du Dniepr sont effrayantes. En ce moment même, des évacuations à grande échelle sont en cours des deux côtés de la ligne de front. Des milliers de personnes risquent d'être touchées. Outre les conséquences dévastatrices à court terme dans le sud de l'Ukraine, il faut se préparer à de graves conséquences à long terme.

La Suisse est préoccupée par les risques que pourraient causer les inondations massives sur l'environnement ainsi que la sécurité énergétique et alimentaire, notamment sur l'approvisionnement en eau. Cet événement est un triste exemple des liens entre l'eau et la protection des civils sur lesquels le Conseil s'est penché par le passé.

Enfin, le système de refroidissement de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia pourrait être impacté. Nous continuons à suivre de près les évaluations de l'Agence internationale de l'énergie atomique à ce sujet.

Dans cette situation de crise, la protection de la population civile doit être la priorité. Nous exprimons notre plein soutien à la réaction immédiate des Nations Unies et des partenaires humanitaires qui, en coordination avec le Gouvernement ukrainien, font tout leur possible pour apporter une aide essentielle, notamment pour garantir l'approvisionnement en eau potable. La Suisse appelle à ce que l'accès rapide et sans entrave de l'aide humanitaire soit garanti sur l'ensemble du territoire ukrainien.

Face à l'urgence et à la gravité de la situation, nous répétons que les attaques contre les infrastructures civiles sont inacceptables et doivent cesser immédiatement. Que le barrage à Nova Kakhovka soit considéré comme une installation civile ou comme un objectif militaire, il bénéficie d'une protection en vertu des règles du droit international humanitaire. Une violation de ces règles ne saurait être tolérée. Les responsables doivent être identifiés et rendre des comptes.

Nous réitérons également notre appel au respect intégral du droit international, y compris la Charte des Nations Unies, et nous appelons la Russie à entamer immédiatement une désescalade de la situation et à retirer sans délai ses troupes du territoire ukrainien. Le non-respect du droit international, en général, et du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, en particulier, sape le fondement de la sécurité internationale, de notre sécurité à toutes et tous. Nous ne devons jamais oublier cela.

M^{me} Gatt (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Griffiths, de son exposé, qui n'incite guère à l'optimisme.

Malte est gravement préoccupée par l'évolution récente de la situation et condamne avec force l'attaque contre le barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka. Il s'agit d'une nouvelle attaque contre les infrastructures civiles critiques de l'Ukraine et d'une nouvelle violation flagrante du droit international et du droit international humanitaire.

Les inondations provoquées par la destruction du barrage ont causé des dégâts catastrophiques. Elles mettent en péril la vie de civils, exacerbant davantage la situation humanitaire dans le pays. Comme nous l'a dit le Secrétaire général adjoint Griffiths, il ne sera ni simple ni facile de venir en aide aux personnes qui en ont besoin.

Des milliers de personnes sont en danger. Il a été conseillé aux personnes vivant dans les zones de faible élévation de la ville de Kherson, située à moins de 80 km en aval, d'évacuer les lieux le plus rapidement possible et de se réfugier sur des terres plus élevées. Huit villages ont été complètement inondés, et d'autres devraient l'être à l'heure où nous parlons. Au moins 16 000 personnes ont perdu leur foyer, et l'approvisionnement en eau potable et propre de milliers d'autres est menacé.

Cette attaque a également entraîné des conséquences environnementales irréversibles. La rivière est désormais contaminée par 150 tonnes de lubrifiant

industriel. En outre, la baisse du niveau de l'eau dans le barrage entrave l'accès à l'une des principales sources de refroidissement critiques des réacteurs de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia et met en péril le bon fonctionnement des systèmes de sûreté et de sécurité de la centrale. Cela viole, de toutes les manières possibles, les cinq principes définis par l'Agence internationale de l'énergie atomique pour garantir la sécurité et la sûreté nucléaires.

Nous insistons sur le fait que les civils et les infrastructures civiles ne sont pas et ne doivent pas être des cibles. Les prendre intentionnellement pour cible constitue un crime de guerre. Malte souligne qu'elle est déterminée à faire en sorte que les auteurs de ces crimes en répondent, conformément au droit international. L'application du principe de responsabilité doit être notre priorité, et les auteurs de ces actes doivent savoir que la justice finira par triompher.

Entre-temps, Malte continuera à appuyer tous les efforts visant à remédier aux conséquences de l'agression de la Russie. Nous exhortons une nouvelle fois la Russie à cesser immédiatement toutes les hostilités et à retirer immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces et tout son matériel militaire de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Nous continuons à exprimer notre appui sans réserve à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et déplorons tout comportement qui a pour but d'aggraver encore le conflit.

M. Fernandes (Mozambique) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence du Conseil de sécurité d'avoir rapidement organisé cette séance du Conseil à la demande de la Fédération de Russie et de l'Ukraine. Je remercie le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Martin Griffiths, d'avoir fait le point sur cette situation préoccupante. Je salue la participation du Représentant permanent de l'Ukraine à la présente séance.

Bien qu'il y ait encore des informations contradictoires concernant l'attribution des responsabilités, et même concernant les causes des dommages occasionnés au barrage hydroélectrique, il ne faut pas hésiter à les condamner s'il est confirmé qu'ils sont le résultat d'un acte délibéré de sabotage. Alors que les habitants se démènent pour endiguer les retombées humanitaires et écologiques des dégâts, la triste réalité, c'est que cet acte, s'il est prouvé qu'il était délibéré et prémédité, aggrave de façon imprudente la tendance à l'escalade que l'on ne cesse d'observer dans ce conflit. Cet acte intervient alors qu'après 16 mois de conflit, rien ne laisse entrevoir la fin des hostilités, et qu'une intensification des activités sur

le champ de bataille est signalée. Le Mozambique met en garde contre les répercussions mondiales de cette catastrophe environnementale imminente, en particulier pour les populations et les écosystèmes situés à proximité immédiate du barrage, mais aussi pour la chaîne mondiale d'approvisionnement en denrées alimentaires et en céréales, déjà mise à rude épreuve.

Le fait de prendre délibérément pour cible des infrastructures civiles en temps de guerre et de les utiliser comme armes constitue une violation du droit international humanitaire, comme l'ont énoncé à maintes reprises divers documents du Conseil et traités internationaux pertinents, tels que le Protocole additionnel I aux Conventions de Genève, de 1977, qui

« interdit [d'utiliser] des méthodes [ou moyens] de guerre qui sont conçus pour causer, ou dont on peut attendre qu'ils causeront, des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel. »

Les parties doivent savoir qu'elles doivent répondre de leurs actes. Le Mozambique reconnaît qu'il importe que les deux parties appellent l'attention du Conseil sur la situation d'urgence actuelle. Cependant, nous continuons à les appeler résolument à reprendre des négociations directes en vue de trouver une solution durable, qui soit conforme à la Charte des Nations Unies. La semaine dernière, le Mozambique a mis en garde contre le risque de malentendus, d'erreurs d'appréciation et de dommages collatéraux, toujours présents dans ce conflit entre d'anciens voisins et frères (voir S/PV.9334).

Pour terminer, nous renouvelons avec force notre appel à la cessation immédiate des hostilités et à la reprise de négociations directes entre les parties, et ce, de toute urgence.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé la présente séance d'urgence. Je remercie également le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Martin Griffiths, de son exposé.

La protection des civils et des infrastructures civiles critiques en temps de conflit armé est un principe important consacré par le droit international humanitaire. Nous exprimons notre vive inquiétude au sujet de la destruction du barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka. Nous sommes profondément préoccupés par les conséquences humanitaires, économiques et écologiques qui en découlent. Nous exhortons toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire

et à faire tout leur possible pour protéger les civils et les infrastructures civiles.

L'effondrement du barrage a provoqué d'importantes inondations. Un grand nombre de personnes doivent être évacuées de toute urgence, et des dizaines de milliers d'autres pourraient se heurter à des difficultés d'accès à l'eau potable. Nous appuyons les efforts dynamiques déployés par l'ONU et les organismes humanitaires pour contribuer, dans la mesure de leurs moyens, à l'évacuation de la population touchée, et pour lui fournir une assistance supplémentaire.

Le réservoir de Kakhovka est également une source importante d'eau de refroidissement pour la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Nous signalons que le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique a confirmé que pour l'instant, l'attaque ne fait peser aucun risque sur la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Cependant, le niveau de l'eau dans le réservoir continue de baisser, et il ne sera peut-être plus possible de continuer à pomper de l'eau jusqu'à la centrale nucléaire à l'avenir. La Chine rappelle qu'en cas de catastrophe nucléaire, personne ne pourrait être à l'abri. Nous appelons les parties à exercer la plus grande retenue, à s'abstenir de tout acte ou de tout propos susceptible d'envenimer le conflit et de conduire à des erreurs d'appréciation, et à garantir la sûreté et la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia.

La Chine est préoccupée par la poursuite, voire même l'aggravation, de la crise en Ukraine. Ce qui vient de se passer nous rappelle une fois de plus que tout peut arriver dans une situation de conflit. Tant qu'elles continueront de brûler, les flammes de la guerre ne feront qu'accroître les souffrances et les catastrophes, créant ainsi des risques plus graves et impossibles à prévoir.

Les parties concernées doivent s'en remettre au bon sens, faire preuve de retenue et reprendre au plus vite les pourparlers de paix. La communauté internationale ne doit ménager aucun effort, avec un sentiment d'urgence accru, pour créer des conditions propices à la promotion du dialogue et des négociations et au rétablissement de la paix. Aucune partie, et encore moins les pays ayant une forte influence, ne doit jeter de l'huile sur le feu et exacerber les tensions, sans parler d'essayer de tirer profit de l'intensification des crises pour promouvoir leur propre dessein stratégique.

La Chine continuera de se ranger du côté de la paix et déploiera, de concert avec les partenaires concernés, des efforts inlassables pour promouvoir les

pour parler de paix et parvenir à un règlement politique de la crise ukrainienne.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant des Émirats arabes unis.

Je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint Griffiths de l'exposé très utile qu'il nous a présenté aujourd'hui.

La destruction de certaines parties de la centrale hydroélectrique et du barrage de Nova Kakhovka a entraîné une inondation à grande échelle depuis le réservoir, avec des conséquences graves et étendues.

Le réservoir de Nova Kakhovka était si grand que les habitants le surnommaient la « mer de Kakhovka », et il fournissait de l'eau pour la consommation, les activités industrielles et l'agriculture. Il était aussi la source d'eau nécessaire au refroidissement de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia.

La destruction du barrage a créé un risque écologique, humanitaire et de sécurité nucléaire.

Le droit international humanitaire est on ne peut plus clair sur la nécessité de protéger les barrages en période de conflit. Comme les centrales nucléaires, les barrages bénéficient d'une protection spéciale contre les attaques, même s'il devait y avoir un objectif militaire, en raison des forces dangereuses qu'ils contiennent et des risques pour les populations civiles.

Nous rappelons en outre les principes fondamentaux de nécessité, de proportionnalité et de distinction et notons que la destruction d'une partie du barrage a causé des dommages considérables à d'autres infrastructures civiles du fait des inondations. Le Conseil de sécurité a également réaffirmé, dans sa résolution 2417 (2018), la nécessité d'épargner les moyens de production alimentaire tels que les fermes, dont beaucoup ont été détruites par les inondations. Toutes les parties doivent se conformer aux obligations que leur impose le droit international humanitaire.

La destruction du barrage accroît aussi le risque d'un accident nucléaire unimaginable. Le réservoir de Nova Kakhovka jouait un rôle essentiel dans le refroidissement de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la centrale utilise désormais une piscine de refroidissement de secours pour assurer cette fonction critique.

Depuis le début de la guerre, le monde a évité de justesse, et plus d'une fois, une catastrophe nucléaire. Cet

acte n'a fait qu'accroître les risques. Dans l'immédiat, nous encourageons toutes les parties à collaborer avec l'AIEA pour s'assurer que le mécanisme de refroidissement fonctionne et que des systèmes de secours appropriés sont en place. Nous exhortons également toutes les parties à coopérer avec l'AIEA pour désamorcer la situation dans la zone de la centrale et assurer son fonctionnement en toute sécurité et à long terme.

Les conséquences humanitaires de la destruction du barrage sont lourdes. Seize mille personnes, dont des milliers d'enfants, auraient déjà été contraintes d'évacuer leur domicile, et les évacuations se poursuivent, notamment dans certaines parties de la ville de Kherson. Ces évacuations sont particulièrement difficiles pour les personnes âgées. Le Secrétaire général adjoint Griffiths nous a informés que 40 villages étaient déjà totalement ou partiellement submergés et que d'autres risquaient de connaître le même sort. La ville de Nova Kakhovka est déjà submergée. Des informations font état d'une contamination de l'eau et de l'endommagement des systèmes civils d'approvisionnement en eau. L'ONU fournit de l'eau potable d'urgence et des comprimés de purification aux populations touchées.

Le conflit et les entraves à l'exportation des céréales ukrainiennes ont eu des répercussions sur la sécurité alimentaire mondiale. Les inondations ont endommagé les terres agricoles, et il a été rapporté que les animaux de ferme qui n'ont pas pu être évacués ont succombé à la noyade. Les dommages causés à cette région agricole productive ne font qu'accentuer la pression sur le système alimentaire mondial déjà mis à rude épreuve. Nous appelons toutes les parties à garantir la sécurité des personnes déplacées et à permettre aux organisations humanitaires de venir en aide aux personnes touchées par les inondations.

Les Émirats arabes unis réaffirment que la cessation des hostilités sur l'ensemble du territoire ukrainien est le seul moyen sûr d'éviter que la population civile ne subisse d'autres préjudices et qu'une catastrophe nucléaire ne se produise. Nous appelons à la désescalade et au dialogue pour trouver une solution pacifique et durable à ce conflit, conformément à la Charte des Nations Unies, et nous sommes disposés à appuyer tous les efforts sérieux déployés à cette fin.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Kyslytsya (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, ainsi que les membres du Conseil de sécurité et le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires. Je note également la présence du représentant du régime terroriste de Poutine, qui occupe le siège permanent de l'Union soviétique.

Ma délégation a demandé la tenue de cette séance d'urgence du Conseil de sécurité, car ce régime a fait exploser une bombe de destruction massive de l'environnement, qui a entraîné la plus grande catastrophe provoquée par l'homme en Europe depuis des décennies. Dans la nuit du 6 juin, la Fédération de Russie a fait exploser le barrage de la centrale hydroélectrique de Kakhovka, située dans le territoire temporairement occupé de la région de Kherson. Il s'agit là d'un acte terroriste contre les infrastructures critiques ukrainiennes qui vise à faire le plus grand nombre de victimes civiles et à causer le plus de dégâts possible. En recourant à la tactique de la terre brûlée ou, dans le cas présent, à la tactique de la terre inondée, les occupants russes ont en réalité reconnu que le territoire saisi ne leur appartenait pas et qu'ils n'étaient pas en mesure de le tenir.

L'attaque terroriste perpétrée contre la centrale hydroélectrique de Kakhovka a fait l'objet de discussions intenses au sein des forces d'occupation de la région de Kherson, des propagandistes de la télévision russe et du Ministère russe des affaires étrangères, ce qui montre qu'elle a été planifiée longtemps à l'avance. La lettre distribuée par l'envoyé de Poutine en octobre 2022 faisait partie de cette stratégie de préparation du terrain.

La déclaration prononcée aujourd'hui par la Russie était donc, comme on pouvait s'y attendre, un tissu de mensonges. Nous avons pu observer la même technique qui consiste à blâmer la victime pour ses propres crimes. Il était peu probable que le pays qui a désespérément nié ses crimes de guerre à Mariupol, à Bucha, à Izium et à la centrale nucléaire de Zaporizhzhia reconnaisse sa responsabilité dans le désastre technologique actuel.

Je rappelle que la Russie contrôle le barrage et l'ensemble de la centrale hydroélectrique de Kakhovka depuis plus d'un an. Il est physiquement impossible de le faire exploser de l'extérieur en le bombardant. Les occupants russes ont miné le barrage et ils l'ont fait exploser. La Russie, qui est sur le point de mordre la poussière sur le front, s'enlise de nouveau dans la boue de ses mensonges dans la salle du Conseil de sécurité.

Le fait qu'une semaine avant l'explosion de la centrale hydroélectrique de Kakhovka, le 30 mai, le

Gouvernement russe a adopté une décision prévoyant que des enquêtes techniques ne seraient pas menées en cas d'accidents survenus dans des installations de production dangereuses ou des installations hydrauliques à la suite « d'opérations militaires ou d'actes de sabotage ou de terrorisme » en dit long.

L'explosion du barrage de la centrale hydroélectrique de Nova Kakhovka est un acte de terrorisme écologique et technologique, la plus grande catastrophe technologique de ces dernières décennies en Europe, et un exemple de plus du génocide russe contre les Ukrainiens. Voilà la réponse du Kremlin aux pays qui demandent des pourparlers de paix avec la Fédération de Russie. La Russie vient de confirmer de nouveau par ses actes qu'elle n'est pas du tout intéressée par la désescalade ou la paix. Il faut l'arrêter et la mettre hors d'état de nuire plutôt que l'apaiser. C'est pourquoi la défaite de la Russie, une défaite dont nous nous assurerons quoi qu'il arrive, sera la plus importante contribution à la sécurité de notre région et du monde entier.

Le barrage que la Fédération de Russie a fait exploser contenait plus de 18 millions de mètres cubes d'eau. Du fait de cet acte terroriste russe, la partie supérieure du barrage, qui constitue le sixième étage de la cascade du Dniepr, a été partiellement détruite. En fait, 11 des 28 sections du barrage ont été détruites. À midi, heure de New York, le niveau du Dniepr avait augmenté de 3,24 mètres, près de Kherson. Selon le scénario actuel, l'étendue maximale de l'inondation ne sera connue que d'ici trois à cinq jours. La rive gauche du Dniepr sera huit fois plus touchée que la rive droite.

En outre, des villes comme Oleshky et Hola Prystan pourraient se retrouver sous l'eau. Oleksandrivka, Shyroka Balka, Sofiivka, Vynohradne et d'autres agglomérations pourraient également être partiellement inondées. Le niveau d'eau susceptible d'inonder ces zones est variable, et selon le degré de destruction du barrage, il pourrait atteindre 1,5 mètre ou plus. Les autorités locales ont organisé l'évacuation des habitants de ces zones vers d'autres régions de l'Ukraine. Sur le territoire ukrainien contrôlé par le Gouvernement, il est prévu d'évacuer 17 localités abritant plus de 17 000 personnes.

Dans le territoire occupé de la rive gauche, 20 agglomérations comptant environ 25 000 personnes devraient être évacuées. Il est préoccupant que les occupants russes n'organisent pas l'évacuation des civils, bien qu'ils aient retiré leurs troupes. Nous exhortons l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organisations internationales à envoyer des missions humanitaires sur

la rive gauche du Dniepr pour aider les habitants touchés par les inondations.

Les autorités ukrainiennes assurent également la fourniture d'une aide humanitaire à la population locale, principalement de l'eau potable, de la nourriture et d'autres produits de première nécessité. Il est d'ores et déjà évident que la destruction du barrage va priver la Crimée et la région de Kherson de leur alimentation en eau, ou la réduire fortement, et va compliquer considérablement la situation dans les régions de Dnipropetrovsk et de Zaporizhzhia.

La diminution du niveau d'eau dans le réservoir de Nova Kakhovka va entraîner une baisse de son niveau dans toutes les prises d'eau des régions environnantes, en particulier dans le canal de Nova Kakhovka, qui alimente en eau la ville occupée de Berdiansk et la plupart des agglomérations de la région de Zaporizhzhia.

En raison de la baisse du niveau de l'eau dans le réservoir de Nova Kakhovka, il existe également un risque d'incident dans une autre infrastructure critique occupée par la Russie : la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, bien qu'elle ne soit pas menacée dans l'immédiat. La situation est complexe mais sous contrôle.

Nous appelons la communauté internationale à condamner avec fermeté l'attaque terroriste russe contre la centrale hydroélectrique de Nova Kakhovka. Le crime technologique commis par la Fédération de Russie confirme la pertinence de la formule de paix proposée par le Président ukrainien, Volodymyr Zelenskyy. Nous appelons les partenaires internationaux à participer à sa mise en œuvre dans les meilleurs délais, en particulier les points relatifs à la lutte contre l'écocide et à la sécurité nucléaire et énergétique. La Russie devra dédommager ceux qui ont été touchés par son crime et par ses conséquences sur les populations, les infrastructures et l'environnement.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Lettonie.

M. Pildegovičs (Lettonie) (*parle en anglais*) : Je prononce cette déclaration au nom des États baltes, à savoir l'Estonie, la Lituanie et mon pays, la Lettonie.

Nous remercions le Secrétaire général adjoint, M. Martin Griffiths, de son exposé.

Il y a tout juste deux semaines, nous étions réunis ici pour le débat public annuel du Conseil de sécurité sur la protection des civils (voir S/PV.9327). Malheureusement, nous sommes ici aujourd'hui pour condamner avec la plus grande fermeté une nouvelle attaque délibérée de

la Fédération de Russie contre des civils et des infrastructures civiles, à savoir la destruction du barrage de Nova Kakhovka dans la région de Kherson, en Ukraine. Il s'agit d'un nouveau maillon dans la chaîne des crimes de guerre commis par la Russie.

Le barrage de Nova Kakhovka est sous l'occupation de la Fédération de Russie depuis le début de son agression injustifiée et non provoquée contre l'Ukraine. La Russie est connue pour ses violations du droit international humanitaire et pour ses innombrables crimes de guerre, notamment des attaques contre des civils et des infrastructures civiles essentielles. L'acte irresponsable et barbare que constitue la destruction du barrage de Nova Kakhovka a provoqué le déplacement de milliers de civils, créant une nouvelle crise humanitaire et une catastrophe environnementale dont l'ampleur n'a pas encore été pleinement révélée. Nous sommes peut-être en train d'assister à un véritable écocide.

Conséquence directe de l'attaque menée aujourd'hui par la Fédération de Russie, au moins 17 000 personnes ont déjà perdu leur logement et il y en aura encore beaucoup d'autres. L'alimentation en eau propre et potable est menacée dans toute la région. Les cultures qui venaient d'être plantées ont été détruites. Ce sont les groupes les plus vulnérables, notamment les enfants, les femmes, les personnes handicapées et les personnes âgées, qui souffrent et continueront de souffrir le plus des conséquences de cette guerre illégale. Il s'agit d'un nouveau crime de guerre qui ne peut rester sans réponse. Les attaques contre les civils et les infrastructures civiles critiques doivent cesser immédiatement.

Nous sommes également préoccupés par les conséquences potentiellement dangereuses pour la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire et la sûreté nucléaire, qui pourraient dépasser les frontières de l'Ukraine. Pour citer le Président Zelenskyy, la Russie a fait exploser une bombe environnementale de destruction massive. Cet acte complique encore la situation déjà désastreuse de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, qui est occupée illégalement par la Russie au mépris total des préoccupations en matière de sûreté nucléaire exprimées à maintes reprises par la communauté internationale. La destruction du barrage a entraîné une baisse significative du niveau du réservoir utilisé pour fournir l'eau de refroidissement à la centrale. La Russie doit immédiatement rendre à l'Ukraine le contrôle de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, ce qui permettrait une gestion efficace de la crise avec la pleine participation de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Dans ce contexte, nous saluons les travailleurs humanitaires qui apportent une aide vitale aux personnes dans le besoin. Il est essentiel de maintenir un accès humanitaire sûr et sécurisé. Comme cela a été souligné dans les déclarations faites aujourd'hui par le Haut-Représentant Josep Borrell Fontelles et par le Commissaire de l'Union européenne pour la gestion des crises Janez Lenarčič, l'Union européenne est prête à fournir dès à présent une assistance aux autorités ukrainiennes et à répondre à tous les besoins immédiats, notamment en matière de nourriture et d'eau potable.

Le Centre de réaction d'urgence de la Commission européenne suit activement la situation et est en contact étroit avec le Service d'urgence de l'État ukrainien. L'Ukraine peut demander une aide dans le cadre du Mécanisme de protection civile de l'Union européenne.

Les barrages comme celui sur le Dniepr à Nova Kakhovka sont protégés par le droit de la guerre et par les Conventions de Genève. Sa destruction est considérée comme une grave violation de l'article 56 du Protocole additionnel I et serait constitutive d'un crime de guerre. La communauté internationale ne doit tout simplement pas permettre à la Fédération de Russie de provoquer une nouvelle catastrophe aux conséquences désastreuses. La Russie doit assumer la responsabilité des répercussions dévastatrices de son acte sur des milliers de civils innocents et sur les infrastructures civiles. Nous devons tout mettre en œuvre pour garantir l'application du principe de responsabilité. L'établissement par Conseil de l'Europe du registre international des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine est un pas concret dans cette direction. Surtout, nous devons poursuivre les dirigeants russes pour leur crime d'agression devant un tribunal spécial pour le crime d'agression.

Plus vite la Russie se rendra compte qu'elle a perdu la guerre, mieux ce sera. La Russie peut choisir d'arrêter d'aggraver la situation avant qu'il ne soit trop tard. Nous appelons aujourd'hui la Russie à retirer ses troupes d'Ukraine et à mettre fin immédiatement à cette guerre criminelle.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Szczerski (Pologne) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance d'urgence, et à remercier le Secrétaire général adjoint Martin Griffiths de son exposé.

La question qui nous occupe revêt une importance particulière pour la Pologne, en tant que voisin immédiat de l'Ukraine. Les conséquences de la guerre en cours, notamment les situations d'urgence et les catastrophes humanitaires et environnementales, concernent également mon pays, témoin des souffrances du peuple ukrainien et pôle logistique pour l'aide humanitaire internationale.

La Pologne condamne avec force l'explosion du barrage érigé sur le Dniepr à Nova Kakhovka, qui constitue un énième acte scandaleux de barbarie russe sur le territoire ukrainien occupé, une grave violation des normes fondamentales du droit humanitaire et de la protection de l'environnement, et un véritable crime de guerre. Cet acte menace directement la vie des civils qui vivent sur les rives du Dniepr en aval du barrage et le fonctionnement de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Il ouvre également la perspective d'une catastrophe environnementale, qui aurait des conséquences sans précédent à l'échelle de la région et des répercussions dans toute l'Europe. L'attaque alourdit les pertes matérielles et entraînera de nouveaux déplacements forcés à grande échelle de la population locale. Il s'agit d'une violation flagrante de tous les efforts que nous avons déployés pour mettre en lumière l'importance du lien entre le climat et la sécurité, et l'importance de la sûreté nucléaire, de la protection des civils en période de conflit armé, notamment des femmes et des enfants, et de la protection des infrastructures critiques. Tous ces sujets ont fait ou font partie du programme de travail du Conseil de sécurité de ces derniers mois.

La Pologne mettra tout en œuvre pour amener la Russie à répondre de ses actes devant la communauté internationale et punir les auteurs de cet acte criminel. Nous insisterons sur ce point par le biais des mécanismes institutionnels et juridiques internationaux pertinents, y compris les mécanismes humanitaires et environnementaux.

Comme nous l'avons répété à maintes reprises au Conseil et ailleurs, pour faire cesser les différentes menaces et risques examinés par le Conseil de sécurité, la Russie doit immédiatement mettre fin à sa guerre d'agression, et l'Ukraine doit recevoir toute l'aide nécessaire. Nous appelons les membres du Conseil de sécurité et l'ensemble de la communauté internationale à défendre leurs valeurs et les normes du droit international. Cela nous mènera à une paix juste.

La séance est levée à 17 h 25.